

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

28 avril 2020

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**pour la mise en place
d'une contribution de crise
suite à la crise du COVID-19**

(déposée par MM. Kristof Calvo et
Georges Gilkinet et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

28 april 2020

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**met het oog op de uitwerking
van een crisisbijdrage
naar aanleiding van de COVID-19-crisis**

(ingediend door de heren Kristof Calvo en
Georges Gilkinet c.s.)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Suite à la pandémie du COVID-19, notre pays se trouve face à un énorme défi sanitaire, social et économique, mais également à un défi budgétaire.

Avant la déclaration de la pandémie et la mise en place des mesures de confinement, la situation budgétaire laissait déjà à désirer. Les perspectives économiques 2020-2025 du Bureau fédéral du Plan (BFP), publiées avant l'instauration des mesures de confinement et qui étaient encore basées sur une croissance du PIB de 0,4 %, prévoyaient déjà que le déficit de l'ensemble des administrations publiques allait augmenter en 2020 pour atteindre un taux de 3,2 %, c'est à dire au-dessus de la limite européenne de 3 %. Si la crise COVID-19 ne s'était pas déclarée, la Commission européenne aurait probablement entamé une procédure pour déficit excessif à l'encontre de notre pays.

Cette année, la crise COVID-19 occasionnera une détérioration budgétaire sans précédent. Les mesures prises afin d'empêcher la propagation du virus ont fait baisser l'activité économique de manière dramatique. Dans un premier scénario indicatif daté du 8 avril 2020, la Banque nationale de Belgique (BNB) et le BFP estiment que le PIB pourrait baisser de 8 % en 2020. D'une part, la forte baisse des revenus imposables résultera en une diminution importante des revenus de l'État. D'autre part, les dépenses de l'État augmenteront de manière spectaculaire, notamment à cause des revenus de remplacement nécessaires au maintien du pouvoir d'achat de notre population. D'après la BNB et le BFP, le déficit de l'ensemble des administrations publiques pourrait se chiffrer cette année à 7,5 % du PIB et la dette à 115 % du PIB. Le déficit définitif sera encore plus élevé, étant donné que ce scénario n'a pas pris en compte l'ensemble des mesures prises jusqu'à présent, ni l'augmentation des coûts occasionnés par les soins de santé. En outre, de nombreuses autres mesures seront prises dans un futur proche afin de compenser l'impact de la crise sur les ménages et les entreprises.

Pour l'instant, la BNB et le BFP estiment que cette détérioration est en grande partie de nature temporaire. Lorsque les mesures de confinement seront levées, l'économie retrouverait en quelques trimestres sa trajectoire de croissance d'avant la pandémie, quoique à un niveau inférieur. Cependant, ce scénario est très incertain. De nombreux risques négatifs existent. Au cas où les mesures de confinement seraient maintenues plus longtemps qu'actuellement prévu, et que les problèmes de liquidité des entreprises devraient se transformer en

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De COVID-19-pandemie confronteert ons land met een enorme sanitaire, sociale en economische uitdaging, maar ook met een budgettaire uitdaging.

Vóór het uitbreken van de pandemie en de uitvaardiging van de beperkende maatregelen was de budgettaire situatie al weinig fraai. In de economische vooruitzichten 2020-2025 van het Federaal Planbureau (FPB), die gepubliceerd werden vóór de invoering van de beperkende maatregelen en die nog uitgingen van een BBP-groei van 0,4 %, steeg het gezamenlijk overheidstekort in 2020 al tot 3,2 %, boven de Europese 3 %-grens. Zonder de coronacrisis zou de Europese Commissie waarschijnlijk een procedure van buitensporig tekort hebben geopend tegen ons land.

De coronacrisis zal dit jaar zorgen voor een ongeziene budgettaire verslechtering. Door de maatregelen getroffen om de verspreiding van het virus in te dammen, is de economische activiteit drastisch gedaald. De Nationale Bank van België (NBB) en het FPB gaan er in een eerste indicatief scenario op 8 april 2020 van uit dat het BBP in 2020 met 8 % zou kunnen krimpen. Enerzijds zorgt dit ervoor dat de overheidsinkomsten fors terugvallen door de scherpe daling van de belastbare inkomens. Anderzijds lopen de overheidsuitgaven flink op, in de eerste plaats op het vlak van vervangingsinkomens die nodig zijn om de koopkracht van onze bevolking te beschermen. Volgens de NBB en het FPB kan het gezamenlijk overheidstekort dit jaar uitkomen op 7,5 % van het BBP en de schuld op 115 % van het BBP. Aangezien dit scenario niet alle reeds genomen maatregelen en de stijgende kosten in de gezondheidszorg in rekening heeft gebracht, en er in de nabije toekomst nog meer maatregelen genomen zullen worden om de impact van de schok op huishoudens en bedrijven te compenseren, zal het uiteindelijke tekort nog hoger zijn.

Voorlopig gaan de NBB en het FPB gaan ervan uit dat het grootste deel van deze verslechtering tijdelijk van aard is. Wanneer de beperkende maatregelen worden opgeheven, zou de economie binnen een paar kwartalen kunnen terugkeren naar haar groeitraject van voor de uitbraak, zij het aan een lager niveau. De onzekerheid over dit scenario is echter groot. Er bestaan tal van negatieve risico's. Als de beperkende maatregelen langer zouden worden aangehouden dan nu wordt aangenomen, en als de liquiditeitsproblemen van bedrijven zich zouden

problèmes de solvabilité, avec des pertes d'emploi et des faillites à la clé, le redressement pourrait prendre beaucoup plus longtemps. Dans ce cas, les finances publiques exploseraient davantage.

En même temps, la crise COVID-19 force notre pays à investir davantage en soins de santé et à prévoir un solide filet social. Comme l'a démontré la crise financière de 2008, la présence d'un service public efficace est d'une importance cruciale afin d'amortir les effets d'un choc économique. Cela est d'autant plus vrai dans le cas d'une crise sanitaire comme celle que nous vivons actuellement. Pendant et au lendemain de la crise COVID-19, des moyens supplémentaires seront donc nécessaires.

Afin de remédier à la détérioration budgétaire et de sauvegarder la pérennité des investissements dans les services publics, notamment dans les soins de santé, nous proposons d'instaurer une contribution de crise.

Tout d'abord, cette contribution serait de nature temporaire. Le but de celle-ci est d'amortir la détérioration non-structurelle des finances publiques fédérales. Le principe d'une contribution de crise temporaire n'est pas nouveau. Dans le passé, de nombreux pays ont instauré de telles contributions temporaires en temps de crise. Un exemple en est l'impôt sur les profits excessifs (*Excess Profit Tax*), levé par les États-Unis et le Royaume-Uni pendant les guerres mondiales.

La Belgique a également déjà utilisé cet instrument. En 1993, dans le cadre du Plan global mis en place afin d'atteindre les objectifs de Maastricht, une cotisation de crise temporaire de 3 centimes additionnels à l'impôt des personnes, à l'impôt des sociétés, au précompte mobilier et à la cotisation supplémentaire sur les revenus mobiliers a été instaurée, ainsi qu'une cotisation de solidarité de 0 % à 2 % sur les pensions. Or, il s'est avéré que ces cotisations de crise n'étaient pas de nature temporaire: la plupart des cotisations ont été supprimées au début des années 2000, la cotisation de crise sur l'impôt des sociétés n'a été totalement supprimée que cette année-ci et la cotisation de solidarité sur les pensions existe toujours. Notre but explicite est que la contribution qui sera choisie ne soit maintenue que jusqu'au moment où l'économie aura surmonté les chocs les plus violents de la crise COVID-19. Ceci n'empêche évidemment pas que d'autres initiatives structurelles en matière de fiscalité équitable et efficace peuvent et doivent être prises en même temps.

Deuxièmement, et à la différence des années 1990, cette contribution de crise doit s'appliquer aux plus

ontpoppen tot solvabiliteitsproblemen, met banenverlies en faillissementen tot gevolg, zou het herstel veel langer kunnen duren. In dat geval zouden de overheidsfinanciën nog verder ontsporen.

Tegelijkertijd confronteert de coronacrisis ons land met de noodzaak om meer te investeren in gezondheidszorg en een sterk sociaal vangnet. Zoals de financiële crisis van 2008 heeft getoond, is een sterk publieke dienstverlening essentieel om de zwaarste gevolgen van een economische schok op te vangen, en dit geldt des te meer voor een sanitaire crisis zoals degene die we nu doormaken. Tijdens de coronacrisis en in de naweeën ervan, zullen er dus meer middelen voor deze diensten worden vrijgemaakt.

Om de budgettaire verslechtering van de overheidsfinanciën tegen te gaan en aanhoudende investeringen in publieke dienstverlening, in het bijzonder de gezondheidszorg, mogelijk te maken, stellen wij voor om een crisisbijdrage in te voeren.

Deze bijdrage zou ten eerste tijdelijk zijn. Het is de bedoeling dat deze belasting de niet-structurele verslechtering van de federale overheidsfinanciën helpt opvangen. Het principe van een tijdelijke crisisbijdrage is niet nieuw. Vele landen hebben tijdens crisissen in het verleden op gelijkaardige wijze uitzonderlijke tijdelijke bijdragen geheven. Een voorbeeld is de belasting op buitensporige winsten (*Excess Profit Tax*), die de VS en het Verenigd Koninkrijk tijdens de wereldoorlogen geheven hebben.

Ook België heeft ervaring met het instrument. In het kader van het Globaal Plan om de Maastricht-normen te halen, werd in 1993 een tijdelijke crisisbijdrage van 3 opcentiemen ingevoerd op de personenbelasting, de vennootschapsbelasting, de roerende voorheffing en de bijzondere heffing van de roerende inkomsten, alsook een solidariteitsbijdrage tussen 0 % en 2 % op pensioenen. Deze crisisbijdragen bleken echter niet van tijdelijke aard te zijn: de meeste bijdragen werden stopgezet begin de jaren 2000, de crisisbijdrage op de vennootschapsbelasting werd pas dit jaar volledig opgeheven en de solidariteitsbijdrage op de pensioenen bestaat nog steeds. Het is uitdrukkelijk onze bedoeling om de bijdrage slechts te laten duren tot de economie hersteld is van de zwaarste schokken van de coronacrisis. Dit neemt uiteraard niet weg dat er parallel structurele initiatieven kunnen en moeten genomen worden rond rechtvaardige en efficiënte fiscaliteit.

Ten tweede, en in contrast met de jaren 1990, moet deze crisisbijdrage gericht zijn op de grootste vermogens.

grandes fortunes et ce, pour des raisons d'équité et de solidarité. La crise COVID-19 a touché tous les citoyens de notre pays, surtout les plus vulnérables: les personnes âgées, les travailleurs ayant des contrats atypiques et qui ne peuvent pas avoir recours au chômage temporaire, les petits indépendants... Il est dès lors impensable pour nous de demander, comme dans le passé, une contribution de la part des travailleurs ou de ceux qui bénéficient d'un revenu de remplacement. C'est pourquoi cette contribution de crise devra s'adresser aux citoyens qui sont financièrement les plus forts et dont le niveau de vie en sera à peine affecté, à savoir les grandes fortunes.

Le patrimoine global des ménages belges est très élevé, mais en même temps réparti de manière très inégale. D'après l'enquête sur le comportement financier des ménages (HFCS) menée par la Banque centrale européenne (BCE), le patrimoine net (patrimoine immobilier et mobilier, après déduction des dettes) d'un ménage médian en Belgique s'élève (en 2014) à 218 000 euro, le plus haut montant de la zone euro après le GD du Luxembourg. Des calculs effectués par Kuypers et Marx (2017) sur base de cette enquête indiquent cependant que les 10 % des belges les plus fortunés possédaient, en 2014, 42,6 % du patrimoine total net des ménages belges. Le patrimoine net médian de ce groupe s'élève à 1,037 million d'euros. Selon l'enquête, les 1 % des ménages belges les plus fortunés représenteraient 12,1 % du patrimoine total net belge. En réalité, ce montant est encore plus important, étant donné que les grandes fortunes sont systématiquement sous-représentées et sous-déclarées dans les enquêtes. La BCE (2016) estime la part réelle des 1 % les plus fortunés entre 18 % et 20 % du patrimoine belge total. Sur base de ce qui précède, on peut conclure que même une contribution d'un pourcentage limité pourrait générer des moyens importants.

Pour finir, une contribution des plus grandes fortunes nous semble la moins handicapante pour le redressement économique. Afin de sauvegarder les finances publiques à long terme, il est d'une importance cruciale de ne pas mettre ce redressement en péril. Une contribution temporaire sur les revenus de l'emploi, les revenus de remplacement ou la consommation n'est donc par contre pas indiquée, en raison de son impact négatif sur la consommation privée et sur la cohésion sociale.

L'idée se répand au niveau mondial. Le département fiscal du Fonds monétaire international a conseillé le 6 avril à ses états-membres de considérer une contribution de solidarité des plus grandes fortunes.

Afin d'assurer l'efficacité et l'efficience d'une contribution de crise belge, nous voulons demander au Conseil

Dit is ingegeven door rechtvaardigheid en solidariteit. De coronacrisis heeft alle burgers in ons land geraakt, vooral de meest kwetsbaren: ouderen, werkenden in atypische contracten die geen aanspraak kunnen maken op tijdelijke werkloosheid, kleine zelfstandigen... Het is dan ook ondenkbaar voor ons dat, zoals in het verleden, een bijdrage zou worden gevraagd van werkenden of van zij die genieten van een vervangingsinkomen. Daarom moet een crisisbijdrage de burgers aanspreken die financieel het sterkst staan en waarvan de levensstandaard nauwelijks beïnvloed zal worden door de bijdrage, namelijk de topvermogens.

Het totale vermogen van de Belgische huishoudens is zeer groot, maar tegelijk erg ongelijk verdeeld. Volgens de HFCS-enquête van de Europese Centrale Bank (ECB) bedroeg het nettovermogen (onroerend en roerend vermogen, waarvan schulden worden afgetrokken) van een mediaan Belgisch huishouden in 2014 218 000 euro, het hoogste bedrag in de eurozone na Luxemburg. Berekeningen van Kuypers en Marx (2017) op basis van deze enquête geven echter aan dat de 10 % rijkste Belgen in 2014 42,6 % van het totale nettovermogen van de Belgische huishoudens bezitten. Het mediaan nettovermogen van deze groep is 1,037 miljoen euro. Volgens de enquête zou de rijkste 1 % Belgische huishoudens goed zijn voor 12,1 % van het totale Belgische nettovermogen. In werkelijkheid ligt dit nog veel hoger, aangezien de topvermogens in enquêtes stevast ondervertegenwoordigd en ondergerapporteerd worden. De ECB (2016) schat het werkelijke vermogensaandeel van de rijkste 1 % tussen de 18 % en de 20 % van het totale Belgische vermogen. Dit alles betekent dat zelfs een procentueel beperkte bijdrage van de grootste vermogens reeds aanzienlijke middelen zou kunnen genereren.

Ten slotte lijkt een bijdrage van de grootste vermogens ons het minst verstorend voor het economische herstel. Om de overheidsfinanciën op lange termijn te vrijwaren, is het essentieel om dit herstel niet in het gedrang te brengen. Een tijdelijke bijdrage op arbeid, vervangingsinkomens of consumptie is dus niet aangeraden, want deze zou een negatieve impact hebben op de particuliere consumptie en de sociale cohesie.

Het idee doet wereldwijd opgang. Het fiscaal departement van het Internationaal Monetair Fonds heeft op 6 april aan haar lidstaten aangeraden om een solidariteitsbijdrage om de topvermogens te overwegen.

Om te verzekeren dat een Belgische crisisbijdrage effectief en efficiënt zou zijn, willen wij de Hoge Raad

Supérieur des Finances de formuler rapidement un certain nombre de propositions réalisables. Après avoir été informée de ces propositions, la Chambre des représentants pourra ensuite élaborer, si elle le souhaite, sa propre proposition de contribution de crise temporaire.

van Financiën vragen om op korte termijn een aantal werkbare voorstellen te doen. Geïnformeerd door deze voorstellen zal de Kamer van volksvertegenwoordigers, indien ze het wenst, een eigen voorstel tot tijdelijke crisisbijdrage kunnen uitwerken.

Kristof CALVO (Ecolo-Groen)
Georges GILKINET (Ecolo-Groen)
Dieter VANBESIEN (Ecolo-Groen)
Marie-Colline LEROY (Ecolo-Groen)
Evita WILLAERT (Ecolo-Groen)
Zakia KHATTABI (Ecolo-Groen)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. étant donné la détérioration extraordinaire des finances publiques, causée par le coronavirus et les mesures de confinement prises afin de prévenir sa propagation;

B. étant donné la grande incertitude concernant les perspectives macro-économiques et budgétaires, qui risquent de s'aggraver;

C. étant donné la nécessité urgente de renforcer les services publics, et notamment les soins de santé;

D. étant donné la nécessité urgente d'un plan de redéploiement de l'économie, qui viserait par priorité les PME et les indépendants;

E. convaincue qu'une contribution de crise temporaire peut fortement contribuer à l'amortissement du choc budgétaire non-structurel;

F. convaincue que la réponse à la crise COVID-19 doit se reposer sur davantage de solidarité et d'équité;

G. convaincue que les grandes fortunes constituent une source idéale pour la levée d'une contribution de crise, étant donné que celle-ci ne s'adresse qu'à un groupe limité de personnes fortunées, permettant néanmoins de générer des moyens considérables, sans mettre en péril le redressement économique et la cohésion sociale;

DEMANDE AU CONSEIL SUPÉRIEUR DES FINANCES:

1. d'élaborer au plus tard pour le 1^{er} juillet 2020 des propositions pour une contribution de crise temporaire payable par les plus grandes fortunes;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gezien de ongeziene verslechtering van de overheidsfinanciën veroorzaakt door het coronavirus en door de beperkende maatregelen om de verspreiding ervan te voorkomen;

B. gezien de grote onzekerheid over de macro-economische en budgettaire vooruitzichten, die mogelijk nog kunnen verergeren;

C. gezien de noodzaak om vandaag de publieke dienstverlening te versterken, in het bijzonder de gezondheidszorg;

D. gezien de noodzaak van een economisch herstelplan, prioritair toegespitst op de kmo's en de zelfstandigen;

E. is ervan overtuigd dat een tijdelijke crisisbijdrage aanzienlijk kan bijdragen tot het opvangen van de niet-structurele budgettaire schok;

F. is ervan overtuigd dat het antwoord op de COVID-19-crisis meer solidariteit en meer rechtvaardigheid moet zijn;

G. is ervan overtuigd dat de grootste vermogens de ideale bron voor een crisisbijdrage vormen, omdat slechts een beperkte groep kapitaalkrachtigen wordt aangesproken, omdat op deze manier desalniettemin aanzienlijke middelen gegenereerd kunnen worden en omdat dit het economisch herstel en de sociale cohesie niet in het gedrang brengt,

VRAAGT AAN DE HOGE RAAD VAN FINANCIËN:

1. ten laatste tegen 1 juli 2020 voorstellen uit te werken voor een tijdelijke crisisbijdrage van de grootste vermogens;

2. ce faisant, de donner priorité à l'efficacité, l'efficience et la rapidité de l'implémentation de la contribution.

27 avril 2020

2. hierbij de effectiviteit, efficiëntie en snelheid van implementatie van de bijdrage voorop te stellen.

27 april 2020

Kristof CALVO (Ecolo-Groen)
Georges GILKINET (Ecolo-Groen)
Dieter VANBESIEN (Ecolo-Groen)
Marie-Colline LEROY (Ecolo-Groen)
Evita WILLAERT (Ecolo-Groen)
Zakia KHATTABI (Ecolo-Groen)